

NOTE DE CONJONCTURE DECEMBRE 2016

1 Grandes cultures

La moisson 2016 est décevante à cause de rendements en forte baisse sur les principaux bassins de production. En Picardie, la baisse de rendement peut atteindre 50 % de la récolte 2015 pour les céréales d'hiver avec des Poids Spécifiques faibles et des niveaux de protéines élevés. Pour les pois d'hiver, les rendements sont catastrophiques (entre 0 et 25 q/ha) et certaines parcelles n'ont même pas été récoltées. Seul le colza semble mieux s'en sortir avec des rendements de 35 q/ha (-15 % par rapport à 2015).

Les conditions climatiques expliquent ces mauvais résultats avec des records de pluviométrie en mai et en juin. Un excédent de pluie, une luminosité limitée et des températures insuffisantes ont provoqué des problèmes de fécondation, de remplissage des grains et de développement des épis. Des maladies foliaires comme la fusariose n'ont pas pu être maîtrisée en fin de cycle à cause des pluies récurrentes. L'impact météo sur les rendements a été largement sous estimé puisque fin mai rien ne laissait présager une récolte aussi maigre.

D'après FranceAgriMer, au niveau national, la récolte de blé est estimée à 29,1 millions de tonnes contre 40,9 en 2015, année record, soit une baisse de 29 % sur un an et de 21 % par rapport à la moyenne quinquennale pour un rendement moyen de 55,6 q/ha contre 79,3 en 2015.

La forte baisse des quantités ne sera pas compensée par une hausse des cours, qui restent désespérément faibles puisque la production mondiale est attendue en hausse avec de bons rendements ailleurs dans le monde. De plus, les stocks mondiaux se sont accrus de 30 % sur un an. Le cours mondial du blé tourne actuellement autour de 135 €/tonne. Le seul espoir d'une remontée des cours des céréales viendra de la prochaine récolte de maïs aux USA (1^{er} producteur et exportateur mondial), pourtant attendue en hausse, mais qui reste sous vigilance après les épisodes de fortes chaleurs pendant la période de floraison. Les cours du colza sont orientés à la hausse, portés par une forte demande mondiale et par de faibles stocks d'huile de palme.

Les exportations françaises vont être affectées et des marchés seront perdus. Agritel estime à 60 % la baisse des ventes hors UE soit un déficit commercial de 2 milliards d'euros uniquement en blé.

Les conséquences sont lourdes sur les résultats économiques des exploitations céréalières avec des pertes de 500 €/ha de blé tendre en moyenne. Il faudra de plus financer les avances aux cultures pour la prochaine récolte. Les centres de gestion indiquent que les EBE seront négatifs en 2016 pour une majorité d'entreprises avec un besoin de financement à court terme important pour couvrir le déficit de trésorerie et un minimum de prélèvements pour vivre. Les difficultés de l'année seront donc compliquées à surpasser pour certaines entreprises déjà fortement endettées, à court terme notamment auprès des banques, des fournisseurs ou des coopératives. Cette situation révèle aussi la fragilité du système : **dépendance vis-à-vis des aides, coûts de production perfectibles, dérapages sur les coûts de mécanisation, raisonnement fiscal des**



investissements, dispositif assurantiel à revoir... Une remise en cause sera vraisemblablement nécessaire. Aujourd'hui les OPA de l'Aisne travaillent ensemble pour trouver de nouvelles orientations.

Pour pallier à cette situation exceptionnelle, plusieurs mesures ont été mises en place par le gouvernement avec un plan de soutien : report de cotisations sociales avec prise en charge d'intérêts, remboursements trimestriels de TVA, allègement et report de prêts avec l'aide de la BPI (Banque Publique d'Investissement), exonération d'office de la TFNB pour les parcelles sinistrées et reconnues en calamités agricoles, dérogations possibles pour les CIPAN, prolongation de l'option n-1 pour la MSA, maintien du prélèvement pour le paiement redistributif à 10 %... Début septembre, le Crédit Agricole a annoncé le déblocage de 5 milliards d'euros pour aider les agriculteurs en difficulté à surmonter la crise. Cette enveloppe servira à financer des prêts de trésorerie à court terme et des prêts de fonds de roulement (1,5).

Des données provisoires d'Agreste et de la DRAAF de début juillet indiquent l'évolution des surfaces en grandes cultures. Pour la Région Hauts de France, les surfaces sont attendues en hausse pour les céréales avec 1 088 250 ha (+0,8 %), en hausse pour les oléagineux avec 160 600 ha (+2,5 %), en hausse pour les protéagineux avec 45 000 ha (+1 %), en hausse pour les betteraves sucrières avec 193 500 ha (+4,5 %), en hausse pour les pommes de terre féculées avec 15 100 ha (+8,2 %), en hausse pour les pommes de terre de consommation avec 79 100 ha (+4,8 %) et en baisse pour le maïs fourrage avec 111 950 ha (-0,8 %). On constate globalement une hausse des surfaces en grandes cultures et cultures industrielles, probablement au détriment des surfaces en légumes et surtout des prairies.

2 Betterave

Le retard de végétation accumulé au printemps était toujours présent fin août et les premières estimations prévoient un tonnage moyen inférieur à la moyenne 5 ans (89,7 t/ha à 16°) et proche de celui de 2012. De même, la richesse en sucre est nettement inférieure à la valeur exceptionnellement élevée de 2015. Les modèles de l'ITB évoquent des rendements de 87 t/ha (+/- 4 t) de betteraves à 16° et de 13,5 t/ha (+/-0,5 t) de sucre acheté. D'après les observations de la CGB dans l'Aisne, l'écart de rendement en sucre atteindrait 0,8 t/ha en moins par rapport à la moyenne 5 ans.

La pluviométrie abondante du printemps a favorisé le développement d'un champignon (aphanomyces) au niveau de la racine qui pourrait avoir un impact négatif sur le rendement et la conservation des betteraves (en attente de données).

La bonne nouvelle concerne le rebond du cours du sucre depuis le début du 2^{ème} trimestre 2016. La tendance est orientée à la hausse grâce aux fortes précipitations au Brésil qui altèrent la production de canne à sucre. Cette anticipation du déficit de l'offre se répercute sur le cours du sucre qui atteint désormais 550 \$/tonne (soit +30 % depuis le 1^{er} janvier et +60 % sur un an) soit 485 €/tonne, ce qui valorise la betterave à 72 €/tonne, sachant que le sucre à l'export n'est qu'une composante du prix final payé au planteur (avec le sucre sur le marché européen et l'alcool/éthanol).

3 Pomme de terre

L'Union Nationale des producteurs de Pommes de Terre (UNPT) a confirmé la baisse des rendements en pommes de terre de conservation pour la campagne 2016/2017. Cette



baisse est de 11 % par rapport à la moyenne 5 ans, sur la base des prélèvements menés dans les 4 principales régions de production françaises. Une grande variation des rendements est observée selon les parcelles des différentes régions de 18,4 à 68,4 t/ha. Certaines ont davantage été affectées que d'autres par les fortes pluies du printemps, provoquant localement des pertes de surfaces (40 à 50 % dans certaines parcelles). La qualité globale, dont la qualité de présentation, semble satisfaisante. La récolte nationale de pommes de terre de conservation devrait se situer à environ 5,3 Mt. Les premiers arrachages ont commencé et exercé une pression sur les prix des dernières primeurs.

La récolte des pommes de terre féculières a débuté début septembre pour assurer les premières livraisons de la féculerie Roquette à Vecquemont. Les conditions de sécheresse des dernières semaines ralentissent la progression des rendements même si la densité est très élevée. Aussi, le rendement moyen des adhérents de la coopérative devrait être supérieur à celui de 2015 (47,6 t/ha). Pour l'instant, il est au niveau de la moyenne des 10 dernières années.

4 Lait

Depuis 2015, la production laitière est marquée par une crise majeure. Les prix du lait continuent de chuter sous l'effet d'une explosion de l'offre dans l'UE et d'un ralentissement de la demande à l'export. La fin des quotas laitiers, abandonnés au 1^{er} avril 2015, marque un tournant dans l'orientation stratégique de certains pays européens. Dans un contexte de prix bas et de coûts de production élevés, la pérennité de certains systèmes de production risque d'être menacée. Les pays du nord de l'UE ont anticipé la fin des quotas pour se lancer dans une hausse effrénée de la production (Irlande, Pays-Bas, Danemark, Pologne et Allemagne), pensant que le marché mondial allait absorber les surplus. Avec l'embargo russe et le ralentissement de la croissance chinoise, la surproduction a conduit à un effondrement des prix depuis 2 ans. La situation des éleveurs est très préoccupante avec un prix de base du lait à 307 €/1000 litres en moyenne sur le dernier trimestre 2016, soit une baisse de 20.6% par rapport au dernier trimestre 2014.

Avec un coût de production souvent supérieur à 350 €/1000 litres, la situation devient explosive. Des signes positifs apparaissent avec un marché des produits laitiers plus équilibré entre l'offre et la demande. Le prix du beurre tend à remonter, mais le prix de la poudre de lait écrémé reste désespérément bas. Si cette tendance se poursuit, le prix du lait, ne verra pas d'embellie avant plusieurs mois. En octobre 2016, la collecte de lait de vache est inférieure de 7,7 % par rapport à octobre 2015, après -6,7% en septembre, dans un contexte marqué par le manque de disponibilité fourragère et par la mise en œuvre des premiers engagements de réduction de la collecte dans le cadre des plans européen et français de réduction de la production laitière. Cette tendance devrait se poursuivre. Dans le bassin Nord-Picardie la collecte baisse de 9,2%. La dégradation du prix n'incite pas les producteurs à relancer la production alors que les coûts de production ne sont pas couverts (44,5 c€/kg aux Pays-Bas, 46 en Belgique, 43 à 51 en Allemagne, 45 en France...).

Dans le cadre du plan de soutien à l'élevage nous avons identifié parmi les 630 points de collectes que compte notre Département, 300 en grande fragilité économique et 50 en rupture et pour lesquels une reconversion professionnelle doit être envisagée.

Pour accompagner les éleveurs durant cette crise la Chambre d'Agriculture est à l'initiative d'une cellule inter-OPA= la cellule REAGIR. Son objectif, est d'identifier les



situations des polyculteur-éleveurs fragilisés et de leur proposer un accompagnement spécifique.

Par ailleurs la Chambre d'Agriculture est partie prenante du dispositif régional de soutien à l'élevage à travers la réalisation d'audit d'approche global d'exploitation (outil AGE).

117 éleveurs se sont fait connaître dans notre département pour solliciter un accompagnement technique, économique, voire une demande de restructuration bancaire.

Les résultats du PCAE (plan de compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles) montrent que les éleveurs ont considérablement réduit leurs investissements puisque seulement une trentaine d'éleveurs ont investis dans la modernisation de leur bâtiment en 2016.

5 Viande bovine

Après l'épisode de FCO et le rebond d'activité lié à la réouverture de marché à l'export, les flux commerciaux de brouillards se sont stabilisés. Seule la réouverture du marché turc pourrait redynamiser le marché et les cours, revenus au niveau de 2014. Les prévisions de l'Idèle sont pourtant favorables sur 2016 et tablent sur une progression globale de la production française de viande bovine de plus de 1 %, après un rebond de 2,5 % en 2014 et une hausse plus modérée de 1 % en 2015. Pour autant, le prix de la viande reste faible et insuffisant pour l'éleveur. La hausse observée en 2015 est avant tout le reflet de la crise laitière avec une augmentation des mises à la réforme de vaches laitières, ce qui pèse sur les prix de l'ensemble de la production. En effet, depuis 2014, les abattages de vaches sont en augmentation (+4 %) et la proportion de vaches laitières ne cesse de progresser (+2 % pour un total de 57 %). En décembre 2016, les cotations de la viande bovine n'ont pas remonté et sont restés stables avec un prix de 3,8 €/kg pour le JB U (-5 %/2015) et de 2,45 €/kg pour le brouillard charolais U de 350 kg (- 8%/2015). Pour les vaches de réformes on observe une timide reprise qui met fin à plusieurs mois de chute des prix : 3,7 €/kg pour la vache R (baisse globale de 8 %/2015).

En 2015, les exportations de viande bovine sont en hausse après une baisse continue depuis 2010. Les exportations progressent aussi bien en tonnage (+2,9 %/2014) qu'en valeur (+4 %). En parallèle, les importations se sont repliées de 6 % en poids et 4 % en valeur sur un an.

Les difficultés financières touchent également les éleveurs en viande bovine. Puisqu'en temps de crise, il y a une tendance au repli sur soi, la Chambre d'Agriculture investit plus que jamais dans l'animation de groupes d'éleveurs. Ainsi 130 éleveurs de l'Aisne ont choisi de rejoindre l'un des groupes animé par la Chambre d'Agriculture.

6 Ovins

Dans un contexte de volatilité des cours de céréales, la production ovine peut donner un équilibre économique et agronomique aux exploitations de grandes cultures. Le marché de la viande d'agneaux est porteur et les perspectives d'avenir sont favorables. Par ailleurs, les brebis valorisent parfaitement bien toutes les surfaces à contraintes environnementales: CIPAN (Cultures Intermédiaires Piège A Nitrates), surfaces à intérêt agronomique. Les ovins utilisent les produits de l'exploitation (paille, céréales) ainsi qu'un large panel de coproduits et produisent de l'engrais de ferme précieux pour économiser l'engrais minéral sur les surfaces.



La chute de la livre sterling par rapport à l'euro continue de renforcer la compétitivité des marchandises britanniques sur le marché européen. Ainsi l'afflux de viande ovine britannique pèse sur le cours français de l'agneau

7 Viande porcine

La baisse des cours amorcée fin septembre se poursuit durant octobre pour atteindre un prix de 1,53 €/kg en fin de mois, soit une baisse de 18 centimes (- 9 %).

Ce mouvement s'explique par un ralentissement de la demande internationale où sévit la concurrence américaine. Il correspond également à la nécessité de retrouver un niveau de prix en phase avec le marché européen.

En région, les abattages de porcs sont en progression de 2 % sur un mois, et de 5 % sur l'année 2016.

La synthèse 2015 publiée par l'IFIP indique que les exportations françaises, tous produits confondus, ont reculé de 2,5 % en poids sur un an (732 000 tonnes) et de 8 % en valeur alors que les importations ont augmenté de 2 %. Le solde commercial est ainsi tout juste excédentaire en volume pour un déficit commercial de 440 millions d'euros. Les importations proviennent essentiellement d'Espagne (53 %), d'Allemagne (18 %) et de Belgique (12 %). La production porcine française est en repli ces dernières années, contrairement à la production allemande et surtout espagnole qui s'est développée grâce à des prix de bâtiment très bas, une main d'œuvre bon marché et une intégration performante à tous les niveaux de la filière.

8 Champagne

Fin juillet, l'interprofession a donc décidé de fixer le rendement de la prochaine vendange à 10800 kg/ha (+3 % environ) dont 9700 kg de vendange fraîche pouvant être complété éventuellement par un déblocage de 1100 kg/ha de réserve. Ce niveau de production représente 316 millions de bouteilles à commercialiser dans un contexte économique modérément favorable avec des expéditions en légère croissance. La mise en réserve a été fixée au maximum à 3100 kg/ha, en plus de la vendange, en fonction du niveau de réserve du récoltant avant la vendange 2016 (plafond maximum à 8000 kg/ha de réserve individuelle). Les autres mesures de vendanges (degré minimum, taux de rebêches, dates de vendanges...) ont été arrêtées début septembre. Les vendanges ont commencé autour du 15 septembre avec une quantité en baisse et de très bonne qualité.

En résumé

L'ensemble des exploitations ont été touchées en 2016 par la conjonction de 3 éléments :

- Baisse des cours
- Baisse de rendement dû à un climat défavorable
- Qualité moyenne

On recense une très grande fragilité pour 50% des producteurs de lait et/ou de viande bovine et pour les systèmes en grandes cultures ce taux atteint 30 à 35%.

Globalement la perte pour la ferme 02 représente à ce jour 175 millions d'euros de chiffre d'affaires. Si en 2017 une même situation venait à se renouveler on évaluerait que 75% des exploitations seraient en très grande difficulté.